

## Pays andins et Cuba : brèves n°6 de la semaine du 13 au 19 octobre 2017

(Avec la contribution des Services économiques de la région)

### BOLIVIE

**L'investissement public bolivien rapporté au PIB est le plus important de la région.** Le ministère de l'économie et des finances publiques a indiqué que l'investissement public bolivien en 2017 atteindra 6,2 Mds USD, soit 14,9% du PIB bolivien. Les pays se rapprochant le plus de ce ratio dans la région sont l'Equateur (10,2%), la Colombie (6,3%) et le Paraguay (5,1%).

**Les recettes de l'impôt direct sur les hydrocarbures (IDH) diminuent de 22,4% au S1 2017.** Le ministère de l'économie a annoncé que les recettes de l'IDH au 1<sup>er</sup> semestre 2017 ont été de 397 MUSD, soit une baisse de 22,4% par rapport à la même période de l'année précédente (511 MUSD). Cette baisse s'expliquerait surtout par la diminution des volumes de production de gaz naturel, notamment des champs de Tarija, au sud du pays. Une récupération d'ici la fin de l'année est attendue en raison des prix du pétrole, actuellement au-dessus des 50 USD /baril.

### COLOMBIE

**La grève des pilotes d'AVIANCA entre dans son deuxième mois....** A l'invitation de l'un des deux principaux syndicats de la compagnie aérienne, plus de la moitié des pilotes d'AVIANCA sont entrés hier dans leur 5<sup>ème</sup> semaine de grève. Alors que la moitié environ des vols sont assurés, l'impact commence à être sensible, au plan financier (AVIANCA perd environ 2,5 MUSD par jour du fait de cette situation), mais aussi au plan macro-économique, puisque AVIANCA détenait en 2016 une part de marché de 61% sur les vols intérieurs. L'activité touristique notamment, y compris pour les congrès, devrait connaître un ralentissement sévère par suite de cette grève d'une durée peu commune.

**... alors que l'activité peinait déjà à redécoller.** Alors que le consensus des analystes anticipait dans les deux cas une hausse de 1,4% après un mois de juillet bien orienté, les ventes au détail se sont repliées de 1,2% en g.a au mois d'août (-0,4% sur les huit premiers mois de l'année). La situation est notamment difficile dans le secteur automobile, avec une diminution de 8,5% en g.a des ventes de véhicules particuliers. Quant à la production industrielle, son repli est encore plus prononcé, avec une baisse de 3,1% au mois d'août (-0,7% sur les huit premiers mois). 29 des 39 rubriques de l'indice s'affichent en baisse en août, et 26 sur 39 sur les 8 premiers mois. Hors raffinage, l'industrie manufacturière affiche une récession de 1,6% sur les 8 premiers mois. Dans ce contexte, l'objectif de croissance du gouvernement pour 2017 semble difficilement tenable (pour mémoire, 2%, alors que le FMI vient d'abaisser sa prévision à 1,7% et que le scénario central de l'institut d'émission anticipe une croissance de 1,6%).

### CUBA

**La production alimentaire cubaine en forte diminution en 2017.** Très affectée par la sécheresse du mois de juin et la diminution des intrants faute de financement adéquat, l'agriculture cubaine a enregistré une baisse de 1,1% de sa production au 30 juin par rapport au 1<sup>er</sup> semestre de l'année précédente, avec notamment des contractions importantes pour les légumes, les céréales (à l'exception du riz), le lait et les œufs. Le résultat pour l'ensemble de l'année risque d'être plus mauvais encore, compte tenu des dommages subis à la suite du passage de l'ouragan Irma, entraînant de facto une hausse des importations des denrées alimentaires. Cuba importe déjà entre 70% et 75% des produits alimentaires qu'il consomme pour un coût de près de 2 Mds USD par an. Compte tenu de la crise de liquidités que traverse le pays, des réallocations budgétaires ne sont pas à exclure pour couvrir ce nouveau besoin de financement.

**Les tickets de rationnement (*libretas*) proposent des quantités de nourriture historiquement basses.** Si les *libretas*, garantes d'un droit inaliénable d'accès à l'alimentation, ont longtemps incarné l'idéal égalitaire à

Cuba, les quantités dispensées aujourd'hui par les tickets de rationnement ne permettent plus à la population cubaine de faire face à ses besoins. Sur des biens de consommation courante tels que le riz, le sucre, le café, le café en poudre ou encore les haricots noirs, les quantités proposées au cours de l'année 2017 ont en effet atteint un niveau particulièrement bas. Désormais, le panier alimentaire ne suffit à satisfaire les besoins que pour une douzaine de jours, forçant de nombreuses familles à se procurer certaines denrées (huile, viandes) par des voies parallèles, par conséquent à des prix plus élevés.

**La Banque centrale de Cuba a prêté plus de 13 millions de pesos (env. 10,9 MEUR) pour soutenir les victimes de l'ouragan Irma.** 4 700 prêts bancaires auraient déjà été octroyés afin de permettre aux personnes touchées par l'ouragan de se procurer les matériaux nécessaires à la reconstruction de maisons ayant été détruites au cours du mois dernier. Il est ainsi possible d'emprunter jusqu'à **300 pesos** (env. 250 EUR), une somme remboursable sur une période de 15 ans, avec des taux d'intérêt s'élevant à **2,5%**. En outre, l'Etat a assuré qu'il prendrait en charge **50%** du coût des matériaux de construction, ainsi que le paiement des taux d'intérêt.

## EQUATEUR

**Besoins de liquidité couverts par les réserves en or.** La Banque centrale a effectué une nouvelle opération de swap d'or d'un montant de 200 MUSD (remboursable dans 30 jours à un taux de 1,44%) dans le cadre des opérations de gestion de liquidité. Cette opération s'est traduite par une baisse de 226 MUSD des réserves d'or dans le bilan de la Banque et par une augmentation de 200 MUSD dans le compte des investissements et dépôts à terme du bilan.

**Augmentation des recettes fiscales.** Les recettes fiscales ont augmenté de 10% entre janvier et septembre 2017 par rapport à la même période de l'année précédente et ont atteint 10,1 Mds USD contre 9,1 Mds USD en 2016. Il s'agit du meilleur résultat (en interannuel) des 4 dernières années. Entre janvier et septembre 2017, la TVA a enregistré une augmentation en interannuel de 9% (soit 3,5 Mds USD) et les droits de douane une augmentation en interannuel de 24% (atteignant 1,1 Mds USD).

**Nouvelle émission obligataire.** L'Equateur a placé sur les marchés financiers internationaux des bons souverains d'une valeur de 2,5 Mds USD à échéance 2027 à un taux d'intérêt de 8,8%. Il s'agit de la troisième émission de l'année et la plus importante depuis le retour de l'Equateur sur les marchés financiers en 2014. Cette nouvelle émission permettra au gouvernement de financer les besoins de financement de l'année en cours, estimés à 2 Mds USD.

## PEROU

**Les exportations à destination de l'UE devraient progresser de 9% en 2017.** D'après la Chambre de commerce de Lima, les exportations vers l'Union européenne – 3<sup>ème</sup> client du Pérou après la Chine et les Etats-Unis – totaliseront 6 Mds USD en 2017, soit une croissance de 9% par rapport à 2016. Les envois des produits non traditionnels – produits à valeur ajoutée – dont la part est de 43% atteindront 2,6 Mds USD. Les produits agricoles sont majoritaires et représentent 64% de ces exportations, soit environ 1,6 Md USD.

**L'investissement privé aurait augmenté de plus de 4% au T3 2017 après 14 trimestres consécutifs de baisse.** Cette reprise annoncée par le ministère de l'économie et des finances se traduit notamment par une augmentation de +9,8% des importations de biens d'équipement et une hausse de la consommation de ciment de +2,5% au T3. L'investissement privé dans le secteur minier a connu une hausse de +21,9% entre juillet et août et le secteur de la construction a connu une croissance mensuelle respective de +3,8, +4,8 et +8,9% en juillet, août et septembre 2017.

## VENEZUELA

**Retard dans le paiement des intérêts de la dette extérieure.** Le Venezuela est en retard dans le paiement de 349,1 MUSD correspondant aux coupons des bons souverains (VENZ 2019 et 2024) et des obligations émises par l'entreprise d'électricité de Caracas (ELECAR 2018) et l'entreprise nationale pétrolière (PDVSA 2027 et 2037). Les autorités expliquent ces retards par la complexification des procédures bancaires depuis l'imposition des sanctions financières américaines.

Laurent CHARPIN  
Chef du service économique de Bogotá